

événements propres à le compromettre pourraient se passer.

« Le maréchal transmet un rapport du colonel d'Ornano sur les affaires de Tehuacan, et demande que le sous-préfet de la Romana qui a lâchement abandonné son poste, soit traduit devant un conseil de guerre... — Cabinet de Sa Majesté. »

— « Tulancingo, 31 août 1865. — J'ai vu la liste des personnes arrêtées à Mexico. Une fois que le maréchal a fait le premier pas, il ne doit pas se montrer faible maintenant; c'est pour cela que l'idée d'une amnistie le 16—septembre—ne me paraît pas heureuse.

« Ceux qui ont conspiré ou tenu des correspondances d'une manière traîtreuse avec les dissidents... devront être envoyés sous escorte au Michoacan pour être remis à Arteaga, ... ce qui me paraît, sans doute, le meilleur châtement, ou devront aller à l'étranger par ordre de l'autorité militaire, comme le disait le maréchal, le jour où il a dîné avec nous.

« Ceux qui sont entièrement innocents, et qu'on n'aurait jamais dû emprisonner, devront être mis immédiatement en liberté, si c'est possible, avant mon retour. — Maximilien. »

— « Chapultepec, 9 septembre 1865. — J'ai lu le rapport de la police du 7 et du 8; il sera nécessaire de continuer à surveiller avec beaucoup de secret la maison F... et me mettre toujours immédiatement au courant de ce qui se passe. J'ai moi-même sur cette affaire, d'un autre côté, des renseignements, mais pas très clairs. — Maximilien. »

— Rapport de la contre-police de Sa Majesté. — « Sire, — Mes agents affirment qu'à la tête de la conspiration se trouvent l'archevêque de Mexico et Zuloaga. Je fais surveiller leurs maisons... Un général, appelé Silverio Ramirez, vient d'être nommé à un poste... qu'il serait dangereux de lui voir occuper. Zuloaga compte sur les troupes de Guadalajara.

— Rapport de la police du 12 au 14 septembre 1865. — « Chez M. F... toujours nombreuses allées et venues... A cinq heures est venue en voiture une dame qui a fait demander très im-

périeusement une personne de la maison, disant que c'était très important. Il est alors descendu un vieux monsieur à tête blanche... accompagné d'un tout jeune homme très brun. Ils sont montés en voiture auprès de la dame et partis dans la direction de la place d'Armes.

« De onze heures à midi, F... est resté au ministère de l'intérieur et de là à celui de la justice... M. Campero, chambellan de l'Empereur, est allé chez F... à cinq heures.

« On me signale comme se livrant au transport des dépêches, entre les dissidents du Michoacan et leurs adhérents à Mexico, un nommé D. Orquisos, propriétaire d'une hacienda dans le Michoacan. Il serait aidé par un domestique qui lui est très dévoué... Ils sont ici actuellement. Luis Ocampo se livrerait aux mêmes manœuvres par l'entremise des conducteurs de diligence.

« A l'archevêché, hier, nombreuse réunion, depuis neuf heures du matin jusqu'à deux heures. Il — l'archevêque — a reçu plusieurs visites, entre autres celle de Navaro, sorti avec une liasse de papiers. Ce personnage tient à sa porte un domestique en vedette.

« Fidencio Villagran, signalé depuis le 21 août, est venu à Pachuca dans la nuit du 11 au 12, arranger ce qu'il appelle les affaires de la guerre; puis, jusque près de Mexico, d'où, par un courrier, il a envoyé une lettre qui a été reçue par F. Paz Gomez. Cette lettre a pour but de faire partir par la route de S. Cosme cette nuit même tous les hommes engagés pour l'hacienda du Lion, d'où ils iront à Popotla où se trouvent Fidencio Villagran, Leybas, Fragoso avec 1,700 soldats de cavalerie et d'infanterie. Ces différents chefs sont en relation avec Horan, Vicente, Martinez, etc. Leur agent est Ignacio Villaloros parti de Mexico le 6 de ce mois, *ne reviendra pas.* »

Les autres rapports de la police et de la contre-police deviennent plus explicites vers la fin de l'année, on voit que les chefs des deux partis extrêmes se donnaient la main pour conspirer contre l'empire. Des ministres et d'autres

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA
MEXICO
1865

Mexicains de l'entourage de l'empereur sont compromis dans les dénonciations et réussissent à enlever quelques preuves matérielles de leur complicité et de leur trahison. Un ancien agent de police des États-Unis était en relation avec tous ces messieurs. Les rapports du 8 et du 9 décembre nous apprennent que l'on fomentait ouvertement à Temascaltepec et dans d'autres villes la révolution du Michoacan.

« L'autorité, disent ces rapports, devrait surveiller les frères Gonzalez, D. Manuel Arebal, l'ex-général Camaño et Mateo, frère du payeur Rivas Palacio; tous ces individus sont ennemis de l'empire et de l'intervention.

« On me signale le licencié Sanchez Solis, comme étant parti pour Puebla le 6 courant. Il emportait avec lui une caisse de papiers. Je le fais surveiller dans cette ville parce qu'il a beaucoup de relations principalement avec Ignacio et Rafael Cueillar, chef juaristes.

« D'après les renseignements que j'ai reçus, il serait urgent de faire une enquête auprès du ministre des travaux publics sur les sommes reçues par la maison E... pour les droits du chemin de fer de Vera Cruz, depuis 1855 jusqu'à ce jour, et de constater après cette enquête le montant des sommes reçues par le gouvernement pour ses droits. Dernièrement M***, alors officier supérieur dans ce ministère voulut établir ce compte, soupçonnant des fraudes. Pour étouffer l'enquête qu'il désirait faire, on s'est empressé de mettre un frein à son zèle, en l'envoyant au Yucatan.

« Hier, une dame s'est présentée — à la prison de Belen — pour visiter un prêtre détenu, à qui il était défendu de communiquer avec qui que ce soit. Pour une gratification donnée à l'employé de service, ils ont pu causer librement dans une chambre à part. Il se trouve actuellement dans la prison un nommé Montes Yoca, condamné à mort, qui a proposé à mon agent — sergent de garde — une forte somme d'argent, s'il voulait le laisser évader. Il lui a promis, en outre de lui faciliter les moyens de rejoindre Porfirio Diaz ou Riva Palacio, et de lui faire obtenir le grade de colonel

dans l'armée de l'un de ces messieurs. Ce prisonnier est celui pour lequel on a le plus d'égards dans la prison; il est presque continuellement en rapport avec l'agent principal qui pourrait parfaitement lui faciliter une évasion. »

A ces dernières communications, l'empereur répondit le 10 décembre : — « Du rapport que je vous renvoie, il résulte qu'il est très important de faire un changement prompt et radical dans la direction et les principes qui régissent la prison de Belen, nommant d'autres personnes et faisant un règlement énergique et clair. Il serait également important de trouver une personne énergique et dévouée à mon gouvernement pour l'envoyer, au moins pour quelque temps à Toluca, pour réparer avec tact le mal de la situation, le commissaire H. même s'est beaucoup plaint auprès de moi de la mauvaise influence de cette ville sur les districts qui l'entourent. — Maximilien. »

On a vu, par ces documents, contrairement à ce que disait M. Gutierrez de Estrada, en 1866, dans les journaux français, que les conspirations et la trahison se montraient au Mexique en 1865, sous bien des formes. Après avoir révélé cette déplorable situation dans la politique générale et le personnel des fonctionnaires impérialistes, je dois l'examiner aussi dans les finances et l'administration. Cette revue, par ordre de matières, de l'année 1865, année décisive pour la vie ou la mort de l'empire, aura l'avantage d'éclairer l'opinion publique sur chaque question particulière, à l'aide de documents inédits.

Je ne relèverai pas ici les inexactitudes et les appréciations hostiles et non motivées de M. de Kératry contre le gouvernement français, à côté des documents qu'il cite sur la créance Jecker. Dans les lettres de l'empereur Maximilien, datées de 1865, dans lesquelles il est question des réclamations françaises et des travaux des malheureux agents financiers que nous avons envoyés à Mexico, je ne vois pas une seule fois le nom de Jecker. Je crois donc que la créance Jecker, devenue créance française à cause des intérêts fran-

çais qui se trouvaient engagés dans l'emprunt émis sous Miramon, préoccupait fort peu Sa Majesté. Quant aux réclamations françaises, proprement dites, ces lettres prouvent au contraire que l'empereur désirait les régler au plus tôt, et que nos agents, aussi bien que les ministres mexicains, ne répondaient pas à l'impatience de Sa Majesté pour résoudre cette question.

Dans la correspondance impériale je trouve un brouillon de lettre, presque indéchiffrable, sans date, et dont voici la teneur :

« Mon cher ministre Ramirez. — En raison de la situation particulière de la France vis-à-vis du Mexique et des relations plus étroites d'amitié qui doivent exister par suite entre les deux pays, je désire que la question des réclamations présentées par des sujets de S. M. l'empereur Napoléon, pour préjudices subis antérieurement, soit réglée dans le plus bref délai. Pour atteindre ce but j'ai décidé qu'une commission spéciale serait immédiatement formée et qu'elle comprendrait : MM. Bonifacio Gutierrez qui a déjà fait partie d'une commission mixte chargée d'un travail analogue; Martin Castillo ex-sous-secrétaire d'État aux finances... Elguero conseiller d'État.

« Cette commission se livrera immédiatement à l'examen de la question desdites réclamations ; elle devra me présenter, dans un délai de huit jours, ses conclusions avec son dictamen — décision — sur la manière de régler définitivement l'affaire pendante. Je compte sur votre zèle et votre activité pour assurer, sans retard, l'exécution de ces dispositions. »

Dans une note historique, rédigée par ordre de Maximilien I^{er}, et qui accompagnait une note secrète sur nos opérations militaires, destinée à être communiquée à l'empereur Napoléon, Sa Majesté démentait le bruit accrédité que le gouvernement mexicain payait les créanciers anglais et ne payait pas les créanciers français. Cette note n'a pas de date, mais elle doit être de fin février 1865. — La question

du règlement des indemnités, est-il dit dans ce document, serait terminée depuis longtemps, si elle avait été entamée et traitée par tout autre — que M. de Montholon — ce qui explique pourquoi M. Hidalgo a été chargé de terminer cette affaire avec le ministre des affaires étrangères à Paris. Il importe à ce sujet de redresser une erreur qu'on persiste à faire prévaloir comme un des principaux arguments. Jusqu'ici le règlement des indemnités réclamées par les Anglais n'a pas été entamé, il est donc erroné de persister à prétendre qu'on a accordé aux Anglais le 6 % réclamé par la France... Les Anglais avaient des conventions solennelles, les unes sanctionnées par le pouvoir législatif, les autres autorisées par sentences judiciaires et quelques-unes rapportant 12 % d'intérêt. Ces créances privilégiées furent réglées de nouveau en 1861, avec le ministre de S. M. Britannique, elles devaient porter un intérêt de 3 % avec 5 d'amortissement pendant les quatre premières années, et de la cinquième en avant 4 % d'intérêt et 5 d'amortissement, avec la condition que si cette convention n'était pas exactement exécutée, les créanciers rentreraient dans leurs anciens droits.

« Les révolutions continuelles souffertes par le pays empêchèrent d'exécuter cette convention, de sorte que les créanciers réclamèrent leurs anciens droits. La gravité de cette situation obligea le gouvernement de faire de nouveaux arrangements, en vertu desquels on changea le précédent système de paiement, supprimant la quantité désignée pour l'amortissement et donnant en compensation un intérêt de 6 % à tout droit de douane. Telle est l'origine de cette quote-part.

« Il suffit de ce simple renseignement pour comprendre l'exactitude avec laquelle on a dit qu'il n'y avait aucune comparaison à établir entre les créanciers anglais et les français pour les assimiler. »

On sait que M. Fould envoya M. Bonnefond à Mexico diriger les finances du Mexique ou du moins établir un budget

qui devait régler les bases financières du pays et mettre un peu d'ordre dans l'administration. L'empereur, se méfiant des idées préconçues de nos financiers, lui commanda, dès son arrivée, un budget provisoire; mais soit à cause de l'état de santé de M. Bonnefonds, soit à cause du terrain nouveau qu'il avait à défricher, ce travail n'arrivait pas. L'impératrice, qui gouvernait alors en qualité de régente pendant l'absence de l'empereur, s'impatientait de ces retards et son impatience était d'autant plus légitime qu'on mettait ces retards sur le compte de Leurs Majestés. Ces détails devaient précéder la publication des lettres suivantes qui prouvent que le souverain du Mexique n'était pas mieux secondé que l'empereur Napoléon, dans la noble tâche de consolider le nouvel empire.

« Hacienda de Jalapilla, 17 mai 1865. — L'impératrice fait très bien d'exiger de M. Bonnefonds le travail sur le budget provisoire, puisque ce travail lui fut recommandé le lendemain de son arrivée, et qu'on lui en remit les travaux préparatoires les plus détaillés. Ce qui est à présent la plus grande nécessité c'est de savoir le chiffre exact des sommes que le maréchal veut encore dépenser en évolutions et travaux militaires, parce que c'est toujours là la grande dépense... La promenade d'Oajaca l'a bien montré.

« Il sera de même très nécessaire de se mettre en rapport avec le général Thun pour savoir la somme nette qu'il lui faudra pour les troupes volontaires et l'organisation de la brigade mexicaine. J'ai engagé les ministres, il y a bien trois mois, à me faire chacun un aperçu détaillé des dépenses extraordinaires absolument nécessaires dans leurs départements; dites cela à l'impératrice pour qu'elle puisse demander en mon nom ce travail aux ministres.

« Il me serait très agréable si le budget provisoire, ces aperçus des ministres et tout ce qui a rapport au budget pourraient m'être envoyés à Jalapa où j'aurais peut-être quelques jours de repos et de bon travail. — Maximilien. »

— « Perote, 3 juin 1865. — Je déplore l'état de santé de ce

pauvre Bonnefonds. Dites-lui bien des amitiés de ma part et tout l'intérêt que je prends à sa santé. Il sera bon de ne pas écrire en Europe pour demander une nouvelle capacité financière avant que je n'en parle à M. Dano qui viendra probablement me voir à Puebla. — Maximilien. »

— « Puebla, 18 juin 1865. — Avant-hier j'ai donné l'ordre de publier dans le *Diario* l'acte de concession de la banque, en omettant toujours, d'après le conseil de M. Bonnefonds, le dernier paragraphe. Il est de toute nécessité que ce pauvre Bonnefonds remette tout à fait les affaires à M. Campillo. Son état moral ne peut nous donner les garanties nécessaires dans un branche si délicate comme celle des finances. Je travaille assidûment pour mettre un peu d'ordre dans ce chaos, et je dois dorénavant insister avec toute énergie qu'on n'envoie plus de créance ni de traite sur l'emprunt sans m'envoyer avant à moi personnellement, tous les comptes détaillés. En récapitulant les affaires financières, je vois plus que jamais que ce n'est que le ministère de la guerre et la guerre qui dévorent tous nos fonds avec une rapidité effrayante et sans le moindre contrôle. Cela doit finir le plus tôt possible.

« Il n'y aura plus personne dans l'État que moi, qui décidera des finances. C'est moi qui suis dorénavant le ministre des finances au Mexique, et personne autre ne pourra à l'avenir se mêler dans ces affaires. C'est malheureusement la seule branche, dans l'État, dans laquelle on n'a fait aucun pas depuis mon règne. J'ai eu beaucoup de patience jusqu'à présent, mais je n'en aurai plus, et je l'ai écrit à l'empereur Napoléon pour le calmer.

« Puisque nous parlons d'argent et de dépenses, je dois remarquer que le crédit demandé pour les fortifications de S. Luis Potosi est énorme. J'en ai parlé à Dano, qui prêche l'économie comme tous ceux qui viennent d'Europe. Je crois que notre situation avec nos grands voisins est tellement en train de s'améliorer que cette terrible dépense ne paraît pas pour le moment indispensable. Dans tous les cas, nous

n'avons pas malheureusement l'argent pour la payer. — Maximilien. »

« Puebla, 19 juin 1865. — Je ne comprends pas bien comment M. Rolland puisse se plaindre, » — des entraves mises par les ministres aux fonctions des agents financiers français, — « comme le fait de même ici M. Le Beaume; ces deux fonctionnaires doivent cependant savoir que M. Bonnefonds a déjà — depuis — trois mois, la haute direction des finances mexicaines en main, et que M. Campillo, que personne ne connaissait, a été inventé par lui. Si M. Bonnefonds n'a rien fait et n'a pas su diriger ses agents, ce n'est certes pas la faute du gouvernement mexicain. — Maximilien. »

Un mois après cette lettre, le décret sur la Banque n'était point publié, M. Ramirez laissait le décret dans ses cartons. « Je ne comprends pas, écrivait Sa Majesté le 16 juillet, la raison pour laquelle on n'a pas encore publié les statuts de la Banque. Vous prendrez des renseignements là-dessus, du résultat desquels vous me ferez part. » Ce n'était pas le seul décret qui devait rester à l'état de lettre morte; on en verra bien d'autres; l'Empereur lui-même ne paraissait pas toujours attacher beaucoup d'importance à l'exécution de ses décrets. Le 15 mai, il avait concédé à M. Courcillon l'autorisation d'établir un service de voitures accélérées, sous le nom d'*Express de l'empire mexicain*, pour transporter les voyageurs et les marchandises de la capitale aux deux océans. Le matériel à introduire devait être exempt de droits de douanes. Par cette concession, le gouvernement jouissait d'un rabais de 10 % sur ses transports particuliers; mais je crois qu'il devait subventionner provisoirement la compagnie, car, dans une lettre datée de Mexico, 9 juillet 1865, l'Empereur dit :

« Je viens de parler avec le ministre Ramirez, sur l'affaire Courcillon. Nous sommes tous les deux d'accord que ni l'État ni la liste civile disposent dans ce moment d'assez de fonds pour faire les dépenses proposées par cet agent. Je crois qu'il faudra le laisser partir en le congédiant d'une manière

très aimable et en lui donnant l'espoir d'utiliser ses services plus tard, le priant de nous donner des nouvelles suivies sur l'état des choses en Amérique... » — Maximilien.

Au mois d'août, les réclamations françaises n'étaient point réglées; M. Langlais n'était pas encore arrivé pour remplacer M. Bonnefonds, dont la santé avait été fortement ébranlée. Notre légation dirigeait l'arrangement de cette affaire remise entre les mains d'une commission française; mais la diplomatie embrouille les questions et les envenime plus souvent qu'elle ne les arrange. On sait déjà que les prétentions de nos nationaux furent limitées à quarante millions par notre gouvernement; dans le document de la commission qui demandait un chiffre supérieur à celui-ci, il s'y trouvait des vues que l'empereur du Mexique apprécia de la manière suivante :

« Pachuca, le 28 août 1865. — J'ai lu très attentivement le travail que vous m'avez envoyé, fait par la commission française des réclamations. C'est sans doute un travail très diplomatique qui dit à la fois beaucoup et rien du tout, et qui tend à un principe complètement ruineux pour ma patrie. On voit intercalé, avec beaucoup de finesse dans ce travail, une phrase qui parle des réclamations futures qui pourraient arriver des points éloignés du pays. Dans cette phrase se trouve un avertissement pour le pauvre trésor mexicain, et un principe que je considère des plus injustes, parce qu'il nous obligerait un jour à payer les dommages causés par la guerre lente actuelle.

« Quand on connaît l'esprit qui règne dans les provinces occupées par les juaristes; quand on voit des villes et des districts pris et repris par l'un et l'autre parti, on peut se faire une idée de ce qui se passera.

« On nous rend responsable des faits commis par le gouvernement de Juarez qui n'est pas reconnu... cela me paraît impossible et entièrement contraire aux vues justes et loyales de mon noble ami l'empereur Napoléon. S'il était ici, il serait le premier à me donner raison. De toutes manières il

EXAMINÉ ET APPROUVÉ
 LE 15 OCTOBRE 1865
 LE VICE-RECTOR
 D. J. A. N. L.

sera nécessaire que ce travail passe par le canal officiel et que le fait d'avoir été lu par moi soit secret, ne pouvant être d'aucune conséquence pour les personnes qui doivent s'en occuper officiellement et auxquelles incombent ces sortes d'affaires. — Maximilien. »

Voici ce qu'écrivait l'impératrice sur ce même sujet : — « Mexico, le 30 avril 1865. — A la suite de notre conversation d'hier, j'ai pris la résolution de ne plus entamer le sujet des indemnités, et je vous prie, de votre côté, de faire de même. Vos sentiments sont français, les miens n'en sont pas loin, et ne pouvant aider ni vous ni moi à une solution, le mieux est de laisser cette affaire tranquille. Si, Française aux trois quarts par le fait, je le suis encore plus par le cœur, mon devoir est avec le Mexique, entre le cœur et le devoir, on fait mieux de se taire ; d'autant plus que quelque disposition que prenne l'empereur, elle sera toujours d'accord avec ce qu'il y a de plus généreux envers le souverain et le pays qui sont nos alliés les plus chers... Je suis donc d'avis que si vous m'en croyez, il sera préférable de laisser entièrement à cette affaire le chemin diplomatique où l'insistance est naturelle et où chacun reste dans le rôle qui lui est propre. — Charlotte. »

Une lettre de M. Bourdillon, agent financier anglais, envoyé à Paris par l'empereur pour l'emprunt, annonce à Sa Majesté le prochain départ de M. Langlais, homme intègre, travailleur infatigable et d'une capacité réelle en matières de finances. Le Mexique avait donc l'espérance de voir régulariser la question financière par un homme vraiment capable, honnête et dévoué à la tâche qu'il allait entreprendre. J'ai tout lieu de croire que l'empereur Maximilien ne l'avait point demandé, et que l'impératrice Charlotte avait écrit à l'impératrice Eugénie pour la prier de faire nommer un homme de premier mérite pour remplir au Mexique les fonctions de ministre des finances. Le choix était parfait et l'empereur Maximilien l'accepta. Il traduisit la lettre de M. Bourdillon et l'envoya au cabinet. C'est à ce titre que j'en cite

les extraits suivants, ainsi que pour rectifier certaines inexactitudes publiées à propos de la nomination de ce personnage.

« — J'ai l'honneur d'apprendre à Votre Majesté que j'ai eu hier — 30 août — avec MM. Germiny et Sapia, une longue conférence avec M. Langlais qui était arrivé la veille de Fontainebleau. Je ne puis pas me former une opinion exacte d'un homme que je connais depuis si peu de temps, et qui a été appelé avec la sanction de Votre Majesté à la position de ministre des finances, mais je tiens à signifier que ma première impression a été très favorable ; il paraît très pratique et connaît déjà les difficultés de sa charge ; il semble très déterminé à les surmonter et à mener à bonne fin sa mission.

« Son principal but est de rendre le Mexique, aussi indépendant que possible par l'institution d'un budget, dans lequel les recettes et les dépenses seront presque égales, et, considérant les ressources du pays, il croit y arriver par l'adoption d'un système d'impôt analogue à celui qui est déjà établi dans d'autres pays civilisés. Comme j'ai toujours été de cette opinion, je lui ai donné tous les encouragements possibles, mettant à sa disposition tous les faits et toutes les informations que j'avais obtenus pendant mon séjour dans le pays.

« M. Langlais considère que la création d'une banque nationale est de la plus grande importance et il a été peiné de voir que jusqu'à présent les personnes qui ont reçu la concession n'ont fait aucun pas pour l'exécuter ; mais il s'est calmé lorsque M. Sapia lui a dit que, dans le cas où ces messieurs ne voudraient pas remplir leurs engagements, M. Pinaud, du comptoir d'escompte, établirait la banque avec ou sans eux. Il m'a été demandé si Votre Majesté voulait, à présent, accepter d'autres personnes à la place de ceux qui ont obtenu la concession et si je pouvais m'engager pour Votre Majesté ? J'ai répondu seulement que le 16 octobre finissait les dix-huit mois — accordés pour l'établissement de la